

Liminaire CTL du 23/09/2021 reconvoqué le 06/10/2021

Monsieur le Président,

Une fois n'est pas coutume, Solidaires Finances Publiques débutera cette liminaire par la lecture d'un extrait du projet de Loi de Finances 2022 :

*“Des suppressions nettes d’emplois en réduction à hauteur de -1899 ETP (équivalents temps plein) dans les ministères en transformation et leurs opérateurs. Ces gains résultent principalement des efforts soutenus de modernisation du ministère de l’économie, des finances et de la relance, et notamment de transformation du réseau de la DGFIP (-1485 ETP). Les efforts dans les autres ministères en transformation ont été calibrés pour préserver les effectifs des services départementaux, conformément à l’objectif de réarmement de ces derniers”*

Ainsi, contrairement à l’adage, la foudre frappe encore une fois au même endroit. La DGFIP ne semble plus être aux yeux des dirigeants qu’une manne à suppressions d’emplois, une variable d’ajustement. C’est avec angoisse que nous, représentants du personnel et agents, attendons désormais la déclinaison locale de ces suppressions. Et ce ne sont vraisemblablement pas les 86 vacances d’emploi qui permettront d’absorber le sabrage des effectifs déjà exsangues. Il devient impossible à la DGFIP d’assurer pleinement ses missions, il devient impossible à la DGFIP d’assurer un avenir à ses agents. De restructurations en fusions, les pertes de repères et de sens au travail se font de plus en plus prégnantes chez les agents, qui sont de plus en plus stressés au travail et désorientés. Une étude récemment parue indique que 80% des agents publics se déclarent confrontés à un sentiment d’absurdité dans l’exercice de leur travail.

Ces résultats confortent les chiffres de l’Observatoire Interne du 19 mai 2021, qui indiquait pour rappel que 64% des agents ne sont pas optimistes sur leur avenir au sein de leurs directions, et que 65% des agents trouvent que les évolutions dans leurs directions ne se font pas dans le bon sens. Mais M Fournel lui préfère mettre en avant les signaux positifs, qui ne reflètent en rien la bonne santé de ses agents. Quant à avoir une réponse ou des actions sur les indicateurs alarmants, autant croire au Père Noël.

Ce n'est pas la poursuite effrénée de la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité qui améliorera les situations professionnelle et personnelle des agents. L'industrialisation des tâches, la dépersonnalisation du travail, tous les dossiers de présentation que vous nous fournissez se ressemblent. Après les trésoreries, après les PCR, après les SPF, après les SDIF, place aux SIE ! Vous vous en doutez, les élus de Solidaires Finances Publiques voteront contre les opérations annoncées, non par pure idéologie comme vous le pensez, mais pour une fois encore vous avertir et vous alerter. La machine on le sait, est lancée, et malgré les alertes formulées depuis des mois et restées lettres mortes, rien ni personne ne semble pouvoir l'arrêter. Même lorsque la Direction admet à demi-mot que tout n'est pas parfait, vous refusez d'écouter les élus du personnel lorsqu'ils demandent un moratoire de ce NRP dévastateur. Nous insistons encore aujourd'hui : Solidaires Finances Publiques demande un moratoire de cette réforme.

Nous l'avons compris. Le service public pour lequel nous nous battons, celui auquel nous sommes viscéralement attachés, est en train de mourir, tué à petit feu par les politiques libérales qui ne voient en lui qu'une charge financière. Et pourtant, nous ne nous résignerons pas. Solidaires Finances Publiques continuera pourtant toujours à se battre pour la défense du service public, pour la défense des agents.

Dans un contexte où le "quoi qu'il en coûte" arrive à sa fin, le retour aux anciennes recettes se profile à nouveau : réduction des dépenses, baisse des recettes avec la politique du moins d'impôt qui n'augure rien de bon pour les services publics et au cas particulier pour ceux de la DGFIP.

La hausse de l'inflation, avec notamment les augmentations des prix des matières premières et des énergies, entraîne une nouvelle baisse du pouvoir d'achat pour la majorité des travailleurs et travailleuses. Ce gouvernement continue ses politiques qui profitent à une minorité des plus riches et ne tire aucun enseignement de la crise sanitaire.

Le monde d'après qui se dessine ressemble furieusement au monde d'avant... en pire ! Alors que la Direction Générale déclare vouloir ouvrir des négociations indemnitaires, l'INSEE confirme nos analyses sur la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires. Hélas, toutes les décisions semblent déjà actées, avant même la moindre discussion (toute ressemblance avec des personnes existantes ou ayant existé est purement fortuite). C'est pourquoi Solidaires Finances Publiques appelait tous les agents à participer à la journée de mobilisation et de grève du 5 octobre 2021.

Enfin, que dire sur le soi-disant attachement que vous déclarez porter au dialogue social ? Le 07/09/2021 vous avez informé les organisations syndicales de l'ordre du jour de ce CTL, en nous demandant de faire part de nos observations avant le soir même, contrevenant complètement au Règlement Intérieur. En tant que représentants des personnels, Solidaires Finances Publiques vous demande donc de respecter les droits et délais prévus qui leur sont accordés en tant que tels.